



PROJECT MUSE®

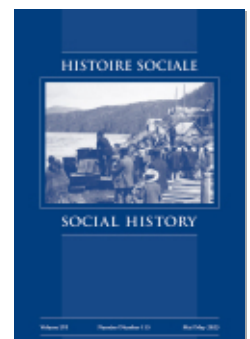
La solidarité intersyndicale Québec-Amérique latine et le
Centre international de solidarité ouvrière, 1975–1984

Geneviève Dorais

Histoire sociale / Social History, Volume 56, Numéro/Number 115, Mai
2023 / May 2023, pp. 21-42 (Article)

Published by Les publications Histoire sociale / Social History Inc.

DOI: <https://doi.org/10.1353/his.2023.a899600>



➔ *For additional information about this article*

<https://muse.jhu.edu/article/899600>

🔗 *For content related to this article*

https://muse.jhu.edu/related_content?type=article&id=899600

La solidarité intersyndicale Québec-Amérique latine et le Centre international de solidarité ouvrière, 1975-1984

GENEVIÈVE DORAIS*

De la fin des années 1960 au milieu de la décennie suivante, une vague de radicalisation secoue les mouvements sociaux du Québec. Le présent article s'intéresse à la dimension syndicale de cette radicalisation à la lumière des réseaux de solidarité intersyndicale entre le Québec et la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Pour ce faire, nous prenons pour objet d'étude le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), issu de la conférence du même nom qui eut lieu en juin 1975 à Montréal, et les liens qu'il développa avec des syndicats indépendants du Sud global. L'article démontre que les réseaux de solidarité que le CISO entretint avec l'espace latino-américain entre 1975 et 1984 contribuèrent à la formation politique et idéologique de l'internationalisme syndical au Québec.

From the end of the 1960s to the middle of the following decade, a wave of radicalization shook Quebec's social movements. This paper examines the trade union dimension of this radicalization through the lens of inter-union solidarity networks between Quebec and the Latin American and Caribbean region. To do so, we focus our attention and analysis on the Centre international de solidarité ouvrière (CISO), which originated from the Montreal June 1975 conference that bore the same name, and the links it developed with independent trade unions in the global South. Our study shows that the solidarity networks maintained by CISO with various Latin American organizations between 1975 and 1984 contributed to the political and ideological shaping of trade union internationalism in Quebec.

DÈS SA NAISSANCE EN 1975, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) fait de l'internationalisme son cheval de bataille pour renforcer le mouvement syndical québécois. Issu d'une collaboration entre les centrales syndicales québécoises (CSN et CEQ), qui assument initialement son secrétariat, et des organisations de coopération et de solidarité internationale, le CISO voulait

* Geneviève Dorais est professeure d'histoire à l'Université du Québec à Montréal. Cette étude a été financée par le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC) dans le cadre de son soutien à la relève professorale. L'autrice remercie Amélie Nguyen pour avoir facilité son accès aux sources documentaires du CISO, de même que ses assistants de recherche, Dominik Charron, Charles Bénard et Camille Saulnier-Abastado, qui ont travaillé de près ou de loin à l'élaboration de cette enquête.

donner un souffle nouveau au syndicalisme de classe et de combat au Québec¹. Que les membres fondateurs du CISO aient vu d'un mauvais œil l'influence du mouvement syndical états-unien au Québec n'est pas étranger à l'engagement du Centre envers la solidarité internationale et intersyndicale. Ces membres y voyaient une cause de l'essor du syndicalisme d'affaires sur la scène québécoise depuis le début de la décennie². Impossible de faire fi également des contextes politique et économique antisyndicaux qui s'installent progressivement au Québec à la suite des débordements de la crise d'Octobre 1970 et en réponse au militantisme de plus en plus soutenu des centrales syndicales. Se tourner vers des alliances avec des syndicats étrangers et indépendants, c'est-à-dire qui échappaient à la tutelle états-unienne et au corporatisme, et qui étaient de surcroît victimes de répression et d'intimidation à l'étranger, devint pour le CISO une stratégie essentielle à la consolidation de la lutte anticapitaliste au Québec. L'expérience de séjours à l'étranger et de collaborations étroites avec des acteurs et actrices du Sud global, comme nous le verrons dans les pages qui suivent, a aussi joué un rôle important dans le développement de sa stratégie intersyndicale.

Le CISO fut un moteur significatif de la radicalisation du mouvement syndical québécois dans les années 1970. Pourtant, il demeure à ce jour méconnu du grand public et fort peu traité dans l'historiographie³. Ce centre de solidarité intersyndicale apparaît au détour de certaines études historiques qui se sont intéressées, de près ou de loin, à l'importance qu'ont eue les rapports entre le mouvement syndical québécois et les pays du Sud global pendant la période militante du syndicalisme québécois⁴. Les échanges d'influence, tantôt par des séjours à l'étranger, tantôt par l'implication d'immigrants de cette région au sein du mouvement syndical, auraient façonné le développement d'une perspective anti-impérialiste et internationaliste

1 Pendant sa première décennie d'existence, le CISO était composé des membres suivants : la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, le Secrétariat Québec-Amérique latine, l'Association Québec-Palestine et le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO).

2 « Vers un syndicalisme de classe et de combat », *Solidarité*, vol. 1, n° 2, 1976, p. 1; « Colloque international sur les luttes des travailleurs de l'état », *Solidarité*, vol. 4, n° 5, 1980, p. 2.

3 Seules des actrices du CISO en ont directement relaté l'histoire. Voir Amélie Nguyen, « Le CCM-CSN : un allié incontournable de la solidarité internationale », dans Bertrand Guibord (coor.), *Conseil central du Montréal métropolitain-CSN : Cent ans de luttes : Faits saillants d'une histoire d'actions militantes et de combats solidaires*, Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2020, p. 147-155; Nicole de Sève, *Centre international de solidarité ouvrière, 1975-2015 : Petite histoire d'un grand réseau de solidarité intersyndicale internationale*, Montréal, CISO, juin 2015.

4 Dyala Hamzah, « Les solidarités québécoises avec la Palestine », *Relations*, n° 812, 2021, p. 32; Thomas Collombat et Sophie Potvin, « Le Conseil central de Montréal : 100 ans de solidarités », *Relations*, n° 809, 2020, p. 39-40; Marc-Edmond Lamarre, « Repenser la foi, faire la révolution québécoise : regard sur les rencontres entre l'Amérique latine et le parcours politico-théologique du réseau des politisés chrétiens (1972-1982) », mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2021; Carole Charras, « L'action syndicale internationale de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec : état des lieux, enjeux et réorientations », mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2011; Sean Mills, *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010; Pierre Beaudet, *Qui aide qui? Une brève histoire de la solidarité internationale au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2009.

auprès des grandes centrales⁵. Cet article poursuit cette piste de recherche et s'en inspire.

Afin d'approfondir notre compréhension de la nature et de la modalité de tels échanges, la présente étude se penche sur l'impact que l'espace latino-américain et caribéen a eu au Québec dans la formation politique et idéologique de l'internationalisme syndical. Le CISO comme objet d'étude offre une porte d'entrée privilégiée sur cette réalité. Par les conclusions qu'elle dresse sur la dimension syndicale de la radicalisation à la lumière des réseaux de solidarité intersyndicale du CISO, cette enquête s'inscrit dans un corpus historiographique qui souligne les dimensions internationales de la radicalisation des mouvements sociaux au Québec⁶. Elle rejoint également les contributions d'une cohorte de chercheurs et chercheuses dont les travaux offrent depuis quelques années un regard nouveau sur les dimensions sociale, culturelle, religieuse et politique des relations entre le Québec et l'Amérique latine. Ce corpus, qui s'intéresse aux moteurs de changement dans une perspective transnationale, révèle l'histoire d'un Québec intimement lié aux expériences du sud de l'hémisphère⁷.

Bien que les liens solidaires que le CISO entretenait avec des alliés syndicaux du Sud ne se limitèrent pas aux pays de l'Amérique latine, il n'en demeure pas moins que cette région occupa une place, sinon prépondérante, à tout le moins constante et déterminante pendant la première époque de l'existence du CISO entre 1975 et 1984, comme le révèle une révision même sommaire de sa revue *Solidarité* et des

- 5 Sean Mills, *A Place in the Sun: Haiti, Haitians, and the Remaking of Quebec*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2016; Mills, *The Empire Within*.
- 6 Jean Lamarre, *Le mouvement étudiant québécois des années 1960 et ses relations avec le mouvement international*, Québec, Septentrion, 2017; David Austin, *Fear of a Black Nation: Race, Sex, and Security in Sixties Montreal*, Toronto, Between the Lines, 2013; Daniel Poitras, « L'URSS, Cuba, l'Algérie comme miroirs confrontant. L'appropriation de l'information internationale par les étudiants du *Quartier latin* en 1959 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1, 2014, p. 82-108.
- 7 Michel Nareau et Maurice Demers, « From Damnation to Liberation: Representing Cuba in Quebec in the Second Half of the Twentieth Century », dans Luis René Fernández Tabío, Cynthia Wright et Lana Wylie (dir.), *Other Diplomacies, Other Ties: Cuba and Canada in the Shadow of the US*, Toronto, Toronto, University of Toronto Press, 2018, p. 136-157; Catherine Foisy, *Au risque de la conversion. L'expérience québécoise de la mission au XX^e siècle (1945-1980)*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2017; Maurice Demers, *Connected Struggles: Catholics, Nationalists, and Transnational Relations between Mexico and Québec, 1917-1945*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014; Michel Nareau, « Fanon, Cuba et autres *Journal de Bolivie*. L'Amérique latine à *Parti pris* comme modalité de libération nationale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1, 2014, p. 126-137; Nikolas Barry-Shaw, « RÊVE/CAUCHEMAR: Allende's Chile and the Polarization of the Québec Left », mémoire de maîtrise (histoire), Université Queen's, 2014; Maurice Demers, « L'autre visage de l'américanité québécoise. Les frères O'Leary et l'Union des Latins d'Amériques pendant la Seconde Guerre mondiale », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 13, n° 1, 2010, p. 125-146; José del Pozo, *Les Chiliens au Québec. Immigrants et réfugiés, de 1955 à nos jours*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2009. Le champ portant sur l'américanité québécoise a également contribué à faire valoir les liens qui unissaient le Québec au reste des Amériques. Voir, par exemple, Michel Nareau, *Double Jeu. Baseball et littératures américaines*, Montréal, Le Quartanier, 2012; Yvan Lamonde, « L'imaginaire américain et latino-américain du Québec », dans René Derouin et Gilles Lapointe (dir.), *Les jardins du précambrien*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 2007, p. 65-69; Jean-François Côté, « Une américanité cosmopolite : pour la suite d'un débat », *Sociologie et sociétés*, vol. 38, n° 2, 2006, p. 243-251; Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2001; Yvan Lamonde, « Pourquoi penser l'américanité du Québec? », *Politique et Sociétés*, vol. 18, n° 1, 1999, p. 93-98.

sources documentaires que le Centre a conservées dans ses bureaux⁸. Comment expliquer un tel phénomène? Pourquoi le syndicalisme de combat au Québec, et le CISO en particulier, a-t-il accordé une telle importance aux mouvements syndicaux latino-américains? Quels rapports le CISO entretient-il avec l'Amérique latine? Cet article propose une réponse en trois temps pour expliquer l'intérêt marqué du CISO pour l'Amérique latine.

D'abord, cette région, pourtant aux prises avec de nombreux gouvernements militaires et antidémocratiques dans les années 1970 et 1980, procurait au mouvement syndical québécois un modèle de résistance ouvrière et populaire. Les luttes des syndicats de combat latino-américains, selon la direction du CISO, recelaient des enseignements et des ardeurs nouvelles capables de motiver les rangs syndicaux au Québec. Ensuite, les stages que le CISO organisait dans les pays au sud du Río Grande, et au cours desquels des délégations de syndicalistes allaient sur le terrain pour apprendre de leurs pairs, contribuèrent à initier les membres de différentes organisations syndicales québécoises à de nouveaux imaginaires sociaux et politiques pendant la période étudiée. Aussi, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes représenta-t-elle un espace de formation et de conscientisation politiques pour de nombreux syndicalistes et leaders syndicaux du Québec. Enfin, l'empreinte de courants de pensée latino-américains traverse les analyses que dressaient les responsables du CISO sur le fonctionnement de l'impérialisme financier au Québec de même que sur ses impacts sur les classes ouvrières du Nord et du Sud. Ces analyses croisées du CISO corrigeaient les écueils des analyses centrées exclusivement sur la nation. En se basant sur des cas de figure latino-américains, ces analyses voulaient révéler la nature transnationale des ennemis qu'avaient en commun les classes ouvrières du Québec et du sud de l'hémisphère.

La recherche repose sur un corpus de sources variées, incluant des rapports de stages organisés par le CISO dans les années 1980, les numéros de son organe officiel parus pendant la période étudiée ainsi que d'autres documents officiels du Centre retrouvés dans des fonds d'archives institutionnelles portant sur la solidarité Canada-Amérique latine. Quant au cadre théorique, il s'inspire de l'interprétation que le chercheur David Featherstone dresse de la solidarité en tant qu'incubateur de communautés politiques nouvelles. « Solidarities are not just part of the binding together of pre-existing communities. They can be much more active in shaping political contestation than this suggests. In this sense solidarities can be part of the process of politicization⁹ », écrit Featherstone. Les pratiques solidaires, poursuit ce chercheur, « can reshape the terrain of what is politically possible and what counts or is recognized as political¹⁰ ». C'est à partir de cette approche dynamique que j'analyse, dans ce qui suit, les pratiques solidaires du CISO avec les mouvements syndicaux latino-américains. À l'instar de Featherstone, je conçois la solidarité

8 Il est important de souligner que le CISO s'intéressait également, quoique dans une moindre mesure, aux mouvements syndicaux européens et états-uniens. Des recherches subséquentes sur le sujet seront nécessaires pour mieux saisir l'influence que la solidarité avec des mouvements sociaux du Nord global a eue sur le mouvement syndical québécois.

9 David Featherstone, *Solidarity: Hidden Histories and Geographies of Internationalism*, London, Zed Books, 2012, p. 7.

10 Featherstone, *Solidarity: Hidden Histories*, p. 7.

comme un processus créatif, un processus à l'issue duquel émergent parmi ces réseaux des sujets et des imaginaires sociaux et politiques nouveaux.

Les origines du CISO

La Conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO) entame son aventure en juillet 1973, alors que des militants et militantes des centrales syndicales du Québec lancent le projet de réunir au sein d'une même conférence des travailleurs et travailleuses en provenance d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Afrique, du Moyen-Orient et du Québec. L'idée d'une telle conférence avait émergé quelques mois plus tôt, à la suite d'un séjour de Michel Chartrand au Chili pendant lequel il avait assisté à une conférence internationale organisée par les syndicats chiliens (1972)¹¹. Président du Conseil central de la CSN, Chartrand s'était enthousiasmé pour ce projet de collaboration intersyndicale et s'était mis à rêver d'une même « fraternelle rencontre » réalisée au Québec¹². Plusieurs groupes communautaires et de solidarité basés à Montréal appuyèrent les syndicats dans l'organisation d'une telle conférence dans la métropole québécoise. Parmi ces groupes figurent le Comité solidarité Brésil, le Secrétariat Québec-Amérique latine, l'Association Québec-Palestine, la Fédération des associations canado-arabes, le Comité de défense d'action contre la répression en Haïti, le Comité de solidarité Québec-Chili, le Black Community Development Project inc. de Côte-des-Neiges, le projet international Caribbean Service Bureau et le groupe Libération Afrique Portugaise et Australe¹³. Le projet d'une conférence qui saurait dévoiler et faire dialoguer les luttes ouvrières de libération en cours dans le monde attire également le soutien de mouvements religieux, à l'instar de l'Entraide missionnaire et de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, et des mouvements de coopération internationale Oxfam-Québec et Service universitaire canadien outre-mer¹⁴.

La CISO, d'abord prévue à l'été 1974 puis repoussée d'un an, eut finalement lieu à Montréal en juin 1975 à la suite d'une année d'organisation et d'éducation politique auprès des classes ouvrières du Québec. La conférence dura quatre jours. Elle rassembla 600 participants, dont 44 délégués étrangers et 51 observateurs états-uniens et canadiens (de provinces autres que le Québec). Parmi les délégations étrangères, 22 étaient originaires de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ces délégations latino-américaines ou caribéennes incluaient des représentantes et représentants de mouvements syndicaux et politiques en provenance des régions et pays suivants : Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou, Venezuela, Antilles, Grenade, Guyane, Haïti, République dominicaine, Trinidad, Trinité-et-Tobago, West

11 De Sève, *Centre international de solidarité ouvrière, 1975-2015*, p. 3.

12 Centre d'archives de Québec, Fonds Simonne Monet et Michel Chartrand, P839, 2010-12-004/3, Simonne Monet à Michel Chartrand, Richelieu, 12 décembre 1973.

13 Center for Research on Latin America and the Caribbean (CERLAC), York University, Toronto, Latin American Working Group (LAWG) Collection (ci-après cité comme LAWG Collection at CERLAC), Chemise CISO — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, « Même ennemi, même lutte, même combat. La conférence internationale de solidarité ouvrière, juin 1975, CISO », 1975.

14 LAWG Collection at CERLAC, « Même ennemi, même lutte, même combat ».

Indies¹⁵. Le rapport de la conférence, qui inclut la transcription des discours prononcés pendant les séances plénières, rend compte de l'importance qui fut accordée aux délégués étrangers tout au long de la conférence. Ces derniers participèrent aux allocutions d'ouverture, distribuèrent du matériel visuel et documentaire et dirigèrent des séminaires et des ateliers de formation sur l'impérialisme dans le Tiers-Monde¹⁶.

Le slogan de la conférence se voulait d'emblée rassembleur : « Même ennemi, même lutte, même combat¹⁷. » Cette formule reflétait l'objectif central de la conférence de juin 1975, soit celui de prendre conscience d'une lutte ouvrière commune à mener de front sur les scènes nationale et internationale. Les documents préparatoires à la conférence du CISO enjoignaient aux classes laborieuses québécoises de parfaire leur éducation politique afin de mieux comprendre l'interdépendance Nord-Sud qui animait leurs luttes syndicales¹⁸. Formations et activités étaient ainsi offertes aux syndicats québécois pour permettre aux membres qui le souhaitaient d'étudier plus avant le fonctionnement et les ramifications du capitalisme global. Sensibiliser les travailleuses et travailleurs du Québec à la dimension internationale de leur réalité prit en effet une urgence particulière dans la foulée du choc pétrolier de 1973¹⁹.

À l'époque de la conférence, la crise du système capitaliste mondial qui mit fin à l'épisode des Trente Glorieuses (1945-1973) se faisait effectivement de plus en plus sentir dans les paniers d'épicerie des Québécoises et Québécois. Pire, une augmentation du taux de chômage accompagnait la hausse des prix à la consommation²⁰. Les perspectives d'emploi à long terme s'amenuisaient pour la classe ouvrière québécoise avec l'accélération de la fermeture d'usines, et surtout la délocalisation des opérations de grandes multinationales à l'extérieur de la province. Ainsi, l'expérience locale de la crise économique mondiale démontrait aux Québécoises et aux Québécois que l'exploitation des travailleurs et travailleuses ne connaissait aucune frontière territoriale. Face à l'absence de protection nationale, voire carrément à l'augmentation, depuis le début de la décennie, de mesures répressives et antidémocratiques adoptées par les autorités à l'encontre du mouvement syndical québécois, une prise de conscience s'accélérait auprès de plusieurs leaders syndicaux²¹. Il devint urgent et nécessaire, selon ces leaders, d'organiser la classe ouvrière québécoise au-delà des frontières nationales²².

Réinvestir l'idéal de l'internationalisme syndical s'imposa dès lors comme leitmotiv de la conférence de juin 1975 (la CISO). Cet objectif resterait d'ailleurs au cœur des ambitions du Centre international de la solidarité ouvrière (le CISO)

15 LAWG Collection at CERLAC, Chemise CISO — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, Conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO), *Compte-rendu*, Montréal-Québec, juin 1975, p. 3, 5.

16 CISO, *Compte-rendu*, Montréal-Québec, juin 1975.

17 LAWG Collection at CERLAC, « Même ennemi, même lutte, même combat ».

18 LAWG Collection at CERLAC, « Même ennemi, même lutte, même combat ».

19 « Vers un syndicalisme de classe et de combat », *Solidarité*, vol. 1, n° 2, 1976, p. 1; « Colloque international sur les luttes des travailleurs de l'état », *Solidarité*, vol. 4, n° 5, 1980, p. 2.

20 Martin Petitclerc et Martin Robert, *Grève et paix. Une histoire des lois spéciales au Québec*, Montréal, Lux Éditeur, 2018, p. 71-82.

21 Petitclerc et Robert, *Grève et paix*, p. 58-61.

22 LAWG Collection at CERLAC, Chemise CISO — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, Platform of CISO, adopted 17 April 1979, translated by Pat Bolland, Comité Québec-Afrique.

pendant les décennies suivantes. L'internationalisme syndical, tel qu'il était envisagé par le CISO au cours de ses premières années d'existence, passait par deux éléments clés. D'une part, le CISO entendait contribuer à la formation politique de ses membres et des mouvements syndicaux plus largement sur les dimensions globales et communes du capitalisme et de l'impérialisme. D'autre part, le CISO misait sur une pratique régulière de coopération et d'échanges d'idées avec des mouvements syndicaux internationaux dans l'objectif de tisser des collaborations durables avec ces derniers et d'appuyer leurs luttes syndicales anticapitalistes et anti-impérialistes²³. Les perspectives internationalistes que proposait le CISO complétaient les thèses anti-impérialistes qu'avaient développées ses pairs au cours de la décennie précédente.

Sean Mills a étudié de façon détaillée « le contexte effervescent de la politique anti-impérialiste » qui a sous-tendu de nombreux mouvements politiques, sociaux et populaires du Québec au cours des années 1960 et jusqu'au début de la décennie suivante²⁴. Le CISO n'entendait pas faire table rase de telles contributions. Ses membres envisageaient plutôt une poursuite, voire un approfondissement de ces thèses anti-impérialistes dans une perspective globale. « Avant moi le déluge » n'était pas une expression prisee par les membres fondateurs du CISO. Ces derniers reconnaissaient l'engagement international déjà prononcé des centrales syndicales (au sein desquelles plusieurs œuvraient, rappelons-le). Ils et elles soulignaient avec le même empressement la mobilisation des travailleurs et travailleuses du Québec face aux violences et aux inégalités qui affligeaient les pays du Sud global.

Or, les fondateurs et fondatrices du CISO décriaient que ces réactions prissent la forme de contributions monétaires ou d'envois de coopérants et coopérantes du Nord sur le terrain par l'entremise d'organismes de coopération internationale tels qu'Oxfam-Québec. À leurs yeux, cette approche « exclusivement humanitaire » des problèmes qui affligeaient les classes laborieuses à l'international (au Vietnam, en Angola, en Éthiopie, au Chili, en Palestine, et même en Californie avec l'exploitation des travailleurs agricoles) faisait fausse route, en raison de son caractère apolitique. Le seul accomplissement d'une telle approche, rapportaient des documents préparatoires à la conférence de l'été 1975, était d'entretenir « chez nous notre illusion d'une solidarité "neutre" et "universelle"²⁵ ».

Bref, les fondateurs et fondatrices du CISO regrettaient que l'approche humanitaire de la solidarité flattât les travailleuses et travailleurs du Québec dans le sens du poil sans préciser aucun des enjeux politiques dont devaient s'emparer ces derniers : « Notre réputation de gens ouverts et compréhensifs est satisfaite. Mais les enjeux de ces conflits nous demeurent masqués²⁶. » Un document de formation syndicale, préparé par les organisatrices et organisateurs de la CISO, précisait : « Notre difficulté de nous identifier avec ceux qui luttent pour la justice et la dignité nous conduit inévitablement à traduire notre solidarité par des gestes humanitaires et

23 « Vers un syndicalisme de classe et de combat », *Solidarité*, vol. 1, n° 2, 1976, p. 1.

24 Mills, *The Empire Within*, p. 228.

25 LAWG Collection at CERLAC, « Même ennemi, même lutte, même combat », [section « Chez-Nous »].

26 LAWG Collection at CERLAC, « Même ennemi, même lutte, même combat », [section « Chez-Nous »].

individualistes²⁷. » La création d'un centre de solidarité intersyndicale, telle qu'elle a été prévue par les conclusions de la conférence de juin 1975, avait pour objectif de contribuer à politiser les travailleurs et travailleuses du Québec et de favoriser la production et la diffusion de savoirs politiques afin de mieux comprendre la nature et le fonctionnement du capitalisme global. L'Amérique latine comme espace heuristique allait assister le CISO dans cette tâche.

Un modèle de résistance ouvrière et populaire

L'attrait du CISO pour l'Amérique latine dans les années 1970 et 1980 peut surprendre au premier abord. Le contexte de guerre froide ne se traduisait-il pas, dans cette région du monde, par une montée de régimes militaires et par l'usage d'une forte répression politique contre les mouvements sociaux et politiques qui luttèrent contre le statu quo ? Pendant la période étudiée, en effet, des états-majors prirent la relève des affaires de l'État dans plusieurs pays du Cône Sud (Brésil, Argentine, Chili, Uruguay). Ces militaires se posaient en chiens de garde de l'oligarchie traditionnelle et de la lutte anticommuniste dans la région. Ils se donnaient pour mission de rétablir un ordre social ébranlé par des mouvements populaires et de guérillas qui, au cours des années 1960, eurent recours à la violence révolutionnaire pour revendiquer souveraineté populaire et justice sociale pour les peuples du continent. Les militaires au pouvoir n'hésitèrent pas à employer tous les moyens jugés nécessaires, incluant le terrorisme d'État, pour mater l'opposition politique. Les syndicats n'étaient-ils pas les premières victimes de cette violence étatique ? Que pouvaient bien apprendre les classes laborieuses québécoises de mouvements sociaux moribonds ? À l'époque de la consolidation du CISO comme centre de formation intersyndicale, l'horizon de nouveaux possibles politiques de la décennie précédente, attisé tantôt par la victoire improbable des barbudos cubains en 1959 et tantôt par le pacifisme célébré de la voie chilienne vers le socialisme en 1970-1973, semblait pour plusieurs s'être refermé pour de bon.

Or, justement, le CISO ne partageait pas ces interprétations. Il proposait une interprétation bien différente de la situation et s'employait auprès de ses membres à déboulonner de tels scénarios catastrophes. Au cours des années 1970 et 1980, l'Amérique latine était plutôt présentée dans les documents de ce groupe intersyndical comme un espace où la résistance populaire et syndicale était exemplaire. Dès le premier numéro de *Solidarité*, paru en mai 1976, la résistance ouvrière et populaire latino-américaine était célébrée comme un modèle à suivre pour ceux et celles qui souhaitaient s'engager dans un syndicalisme de combat : « Face à l'agression sans précédent de l'impérialisme, les peuples d'Amérique latine ont commencé à développer des formes nouvelles et appropriées de lutte qui porteront, un jour, l'affrontement contre la bourgeoisie et l'impérialisme à un niveau jamais atteint encore²⁸. » De la répression politique naissaient des mouvements d'unité syndicale qui se mettaient en place sur des bases à la fois anticapitalistes et anticoloniales,

27 LAWG Collection at CERLAC, « Même ennemi, même lutte, même combat », [section « Chez-Nous »].

28 « Amérique latine », *Solidarité*, vol. 1, n° 1, 1976, p. 6.

des mouvements prêts à « s'opposer au syndicalisme d'affaires et revitaliser la démocratie syndicale²⁹ ».

Les membres du CISO cherchaient à déboulonner l'image passive d'une Amérique latine soi-disant déchu et blessée, contrôlée par les diktats de Washington et par ses hommes de main sur le terrain. Les peuples et les travailleuses et travailleurs latino-américains, rapportaient les pages de *Solidarité*, n'étaient ni écrasés ni paralysés par la répression qui sévissait dans leur pays respectif. Ils ne correspondaient en rien à « l'image d'une Amérique latine réduite au silence, écrasée sous la botte noire du fascisme³⁰ ». Certes, les pressions exercées par les forces impérialistes nord-américaines étaient réelles, et les classes possédantes étaient prêtes à toute la violence et à toutes les alliances nécessaires pour protéger leur pouvoir dans la région. Il ne s'agissait pas pour le CISO d'en diminuer l'importance. Mais ce regroupement syndical de combat décelait avec beaucoup de lucidité l'avantage que le cynisme procurait aux classes dominantes. À force de couvrir les événements de l'hémisphère Sud par l'entremise d'interprétations catastrophes, la possibilité d'une alliance entre classes laborieuses devenait difficile, voire impossible à envisager : « [...] l'image d'une Amérique latine aux forces ouvrières et populaires démobilisées s'impose même aux militants les plus ouverts à la solidarité avec les luttes dans cette partie du monde³¹. » Une simple revue de presse dans les journaux québécois de l'époque confirme en effet l'impression d'impuissance et d'abattement qui semblait s'être refermée sur les peuples latino-américains³².

Combattre l'aphasie ouvrière, et spécifiquement celle que provoquait chez les classes ouvrières québécoises la « fabrication de l'oubli » de la résistance populaire latino-américaine, devint un des fers de lance des stratégies de combats du CISO³³. Bien au contraire, insistaient ses publications, ces peuples organisés étaient « en pleine lutte », et malgré les défaites récentes du mouvement ouvrier dans cette région, la résistance s'y organisait : « Les luttes se poursuivent en Amérique latine. Elles sont nombreuses et prennent des formes variées³⁴. » Des articles rapportaient comme preuve les grèves qui se multipliaient au Pérou depuis l'arrivée au pouvoir du régime militaire conservateur de Francisco Morales Bermúdez en 1976, incluant des grèves générales dans la capitale et sur la côte, ainsi qu'au cœur des hauts plateaux andins, à l'instar de la manifestation qu'avaient organisée à Cuzco les syndicats des

29 « Porto-Rico : Une colonie ultra-moderne », *Solidarité*, vol 1, n° 2, 1976, p. 4.

30 « Nous informer des luttes ouvrières à travers le monde, c'est nous mobiliser pour nos propres luttes », *Solidarité*, vol. 3, n° 1, 1978, p. 1.

31 « Nous informer des luttes ouvrières », *Solidarité*, 1978, p. 1.

32 Ce sujet mérite une recherche à part entière. Voir, à titre d'exemples, Centre Pablo Neruda, « La liberté à la sauce chili », *Le Soleil*, 23 décembre 1976, p. A5 ; Jean Paré, « Réaction à la lettre de Mgr Bruneau sur le Chili », *La Presse*, 17 mai 1976, p. A4 ; Marc M. Parent, « Canada-Brésil : les affaires avant la morale », *Le Soleil*, 5 janvier 1977, p. A5.

33 Cette expression est du sociologue Daniel Gay, dans Daniel Gay, *Les Noirs du Québec, 1629-1900*, Sillery, Septentrion, 2004.

34 « Nous informer des luttes ouvrières à travers le monde, c'est nous mobiliser pour nos propres luttes », *Solidarité*, vol. 3, n° 1, 1978, p. 1.

professeurs pour s'opposer aux mesures économiques du gouvernement militaire en place³⁵.

D'autres célébraient la constitution à Porto Rico, en 1971, du Mouvement ouvrier unifié, un regroupement de syndicats militants et socialistes issu, selon le CISO, de l'intensification des luttes anticoloniales qui opposaient la classe ouvrière à l'impérialisme états-unien et ses alliés portoricains. Des articles parus dans *Solidarité* soulignaient de façon similaire l'impact positif que la multiplication des grèves et l'exacerbation des conflits sociaux avaient eu à Porto Rico dans la première moitié des années 1970 sur la formation d'une nouvelle génération de militantes et militants syndicaux³⁶. D'autres encore célébraient en 1978 la résistance ouvrière qui s'organisait derechef au Chili après quelques années de dictature militaire et saluaient avec le même enthousiasme la vigueur des organisations syndicales de combat dans des pays comme le Pérou, la République dominicaine, l'Équateur ou la Colombie³⁷.

Ces exemples pointaient tous vers un dénominateur commun, celui de faire valoir la résilience des mouvements de résistance populaire en Amérique latine et de démontrer les possibilités que pouvaient présenter au syndicalisme de combat les moments pendant lesquels les luttes capitalistes sont les plus exacerbées. *Solidarité* constituait à cet égard une mine d'or d'informations pour quiconque voulait en apprendre davantage sur la composition des forces syndicales de classes en Amérique latine, l'organisation de leurs luttes populaires et leurs stratégies de résistance face aux plus violentes expressions du capitalisme. Ces articles sont riches d'enseignement. Les analyses y sont fouillées et, surtout, mettent en évidence les multiples liens qui unissaient les classes ouvrières du Nord et du Sud.

La mise en valeur de la vigueur du mouvement syndical latino-américain, et plus spécifiquement des luttes populaires et des stratégies syndicales nouvelles et ouvertement anticapitalistes, servait les visées pédagogiques du CISO sur les plans politique, social et affectif également. Pour mieux comprendre ce point, rappelons le contexte plutôt morose qui avait sous-tendu les premières années de fonctionnement du CISO au Québec. Alors que le mouvement syndical québécois connut des heures de gloire au cours des années 1960 (par exemple, la CSN double ses effectifs entre 1960 et 1966, passant de 94 114 à 204 361 membres), la croissance des effectifs syndicaux commença à stagner au moment de la création du CISO en 1975³⁸. Selon

35 « Grèves générales dans trois pays », *Solidarité*, vol. 2, n° 2, 1977, p. 6; « Après un moment de répit, la lutte reprend avec vigueur », *Solidarité*, vol. 3, n° 1, 1978, p. 3.

36 « Le mouvement ouvrier unifié à Porto-Rico », *Solidarité*, vol. 1, n° 2, 1976, p. 5; « Porto-Rico : Une colonie ultra-moderne », *Solidarité*, vol. 1, n° 2, 1976, p. 4; « Porto-Rico lutte pour son indépendance », *Solidarité*, vol. 1, n° 2, 1976, p. 4; « Qu'entend-on par colonialisme syndical à Porto-Rico? », *Solidarité*, vol. 1, n° 2, 1976, p. 5.

37 « En Équateur, les travailleurs de la CEDOC mènent la lutte contre l'impérialisme », *Solidarité*, vol. 1, n° 4, 1976, p. 4; « Deux militants syndicaux de la République Dominicaine rencontrent des travailleurs québécois », *Solidarité*, vol. 1, n° 4, 1977, p. 14; « République Dominicaine : Le congrès du peuple est remis à plus tard », *Solidarité*, vol. 1, n° 4, 1977, p. 15; « Ces derniers mois, les luttes syndicales se sont multipliées et intensifiées », *Solidarité*, vol. 3, n° 1, 1978, p. 7; « Après un moment de répit, la lutte reprend avec vigueur », *Solidarité*, vol. 3, n° 1, 1978, p. 3.

38 Pierre Vennat, *Une révolution non tranquille : Le syndicalisme au Québec de 1960 à l'an 2000*, Montréal, Éditions du Méridien, 1992, p. 13; Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec. Des origines à nos jours*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, p. 287-372.

Jacques Rouillard, le taux global de syndicalisation diminua au Québec « de 41,3 à 36,7 % de 1974 à 1977 ». L'historien attribue cette stagnation des effectifs syndicaux à deux phénomènes. Le premier est dû au fait que « les syndicats ont fait le plein des travailleurs du secteur public et parapublic » au cours de la décennie précédente, sans compter que le nombre de nouveaux employés et nouvelles employées dans ces secteurs augmente peu au cours des années 1970³⁹. Le second phénomène est lié à la crise économique de 1973 et à ses répercussions à court et à moyen terme sur l'économie mondiale. « Notre historique de la syndicalisation montre qu'en général le mouvement syndical progresse dans les moments de prospérité et régresse avec les récessions économiques. La force revendicative des syndicats diminue en période de dépression et les travailleurs craignent de perdre leur emploi en joignant un syndicat⁴⁰ », écrit Rouillard. Cet état des faits représente précisément tout ce que le CISO entendait éviter.

Certes, les membres du CISO se battaient moins pour la croissance des effectifs syndicaux en général que pour l'émergence, et surtout le maintien, d'une ligne syndicale de combat qui s'éloignât des visées exclusivement corporatistes et nationales. Mais il n'en demeure pas moins que ces statistiques illustrent les obstacles auxquels étaient alors confrontées les classes ouvrières du Québec, à la suite d'une décennie de mobilisation populaire et de victoires syndicales. Le CISO pressentait le désintérêt des troupes. Il semblait craindre, surtout, le repli sur soi des travailleuses et des travailleurs inquiets face à la valeur déclinante de chèques de paie grugés semaine après semaine par l'inflation. Sans compter les difficultés accrues de la mobilisation syndicale à la suite de l'adoption de lois spéciales à Québec visant à limiter le droit de grève⁴¹. De plus, les souvenirs récents de l'échec du Front commun en 1972, de même que ceux associés aux vagues d'arrestations et de violence policière qui avaient touché le monde syndical québécois pendant l'application de la Loi sur les mesures de guerre (1970-1971), pesaient encore sur le moral des troupes⁴².

D'une certaine manière, le CISO souhaitait convaincre les militantes et militants syndicaux au Québec que la lutte en valait la chandelle. Il fallait pour ce faire redonner espoir aux syndicalistes québécois et trouver des moyens pour combattre le cynisme et le découragement qui s'immisçaient dans certaines factions des mouvements sociaux. En d'autres mots, il fallait créer des interstices capables de régénérer l'imaginaire utopique syndical, moteur de l'action militante⁴³. L'exemple

39 Jacques Rouillard, « Le militantisme des travailleurs au Québec et en Ontario, niveau de syndicalisation et mouvement de grèves (1900-1980) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983, p. 207-209.

40 Rouillard, « Le militantisme des travailleurs au Québec », p. 209.

41 Petitclerc et Robert, *Grève et paix*, p. 71-82.

42 Petitclerc et Robert, *Grève et paix*, p. 71-82.

43 Nous faisons ici référence à la capacité motrice des utopies telle que l'entend l'écrivain Jeet Heer. Les utopies sont essentielles, selon lui, non pas parce qu'elles dicteraient la direction à prendre — le sous-entendu dans de telles conceptions utopiques est qu'il existerait une seule et unique direction qui soit valable —, mais parce qu'elles servent d'outils d'analyse critique efficaces pour déceler les failles des sociétés humaines qui leur sont contemporaines. Jeet Heer, « Utopia and Dystopia Are Twins — Both Are Born Out of Criticism », *The Nation*, 10 juillet 2021, <https://www.thenation.com/article/society/utopia-dystopia-criticism-dreams/> (page consultée le 13 juillet 2021).

de l'Amérique latine et des Caraïbes l'assistait dans cette tâche. Cette région portait une charge émotive capable de fouetter les troupes, contribuant ainsi à lutter contre l'aphasie ambiante. Elle procurait pour les travailleurs et travailleuses du Québec un modèle de résistance ouvrière et populaire qui savait tout autant tenir tête aux exactions des classes possédantes et des régimes antidémocratiques qu'au corporatisme du syndicalisme d'affaires.

L'Amérique latine comme espace de conscientisation politique

L'expérience vécue de l'Amérique latine comme espace de formation et de conscientisation explique également les liens qui unissaient le CISO au sud de l'hémisphère. Plusieurs des membres fondateurs du CISO faisaient partie des forces progressistes québécoises qui avaient connu un réveil politique, à l'instar de Clotilde Bertrand, Roberto Quevillon ou Yves LaNeuville, lors de séjours en Amérique latine⁴⁴. Plusieurs parmi ces derniers et dernières s'étaient spécifiquement intéressés au processus révolutionnaire en cours d'abord à Cuba dans les années 1960, puis au Chili au début des années 1970, en tirant des leçons pour l'avancement du socialisme et du mouvement syndical au Québec. Michel Chartrand était de ceux-là également, rappelons-le, lui qui avait exprimé son admiration pour la révolution cubaine et qui avait entretenu des liens solidaires avec le Chili autant avant qu'après le coup d'État militaire de septembre 1973⁴⁵.

D'autres encore avaient été happés par les bouleversements que provoquaient la théologie de la libération dans les pays du Cône Sud et s'inspiraient des nouvelles thèses œcuméniques latino-américaines pour repenser une chrétienté engagée et de gauche au Québec⁴⁶. Pensons par exemple aux missionnaires québécois actifs dans les milieux populaires chiliens pendant la période de l'Unité populaire, ou encore aux membres du Réseau des politisés chrétiens au Québec, influencés par le mouvement religieux chilien *Cristianos por el socialismo*, qui s'impliquèrent dans les réseaux qui donnèrent naissance au CISO à la suite de la conférence de

44 Suzanne G. Chartrand et Pierre Beaudet, « Entrevue avec Yves La Neuville : un militant qui a fait corps avec le peuple », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 16, automne 2016, p. 171-188. Entretien avec Clotilde Bertrand, « Clotilde Bertrand : Passionnée de justice sociale et de solidarité mondiale, parties 1 et 2 », dans *Les Militant-e-s Saison 2 : La mémoire progressiste du Québec telle que racontée par ses acteurs et actrices*, tournée le 12 mai 2015, <http://ferrisson.com/category/clotilde-bertrand/> (page consultée le 2 février 2022).

45 Michel Chartrand, Vernel Olson et John Riddell, *The Real Cuba as Three Canadians Saw it*, Fair Play for Cuba Committee, juin 1964, <http://www.socialisthistory.ca/Docs/1961-/Cuba/RealCuba.htm> (page consultée le 1^{er} octobre 2021); Université du Québec à Montréal, Service des archives et de gestion des documents, Collection de publication de groupes de gauche et de groupes populaires, 21P900 : 04/60, Comité de solidarité Québec-Chili, Lettre de Hortensia B. de Allende à Michel Chartrand et Jean Ménard, 10 octobre 1973.

46 Maurice Demers, « Réimaginer les rapports nord-sud. Le CIDOC de Cuernavaca et la promotion de relations plus égalitaires », dans Maurice Demers et Catherine Vézina (dir.), *L'Amérique du Nord. Une histoire des identités et solidarités*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, p. 55-72; Catherine LeGrand et Fred Burrill, « Progressive Catholicism at Home and Abroad: The "Double Solidarité" of Quebec Missionaries in Honduras, 1955-1975 », dans Karen Dubinsky et al. (dir.), *Within and Without the Nation: Canadian History as Transnational History*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, p. 311-340; Catherine LeGrand, « L'axe missionnaire catholique entre le Québec et l'Amérique latine. Une exploration préliminaire », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 1, 2012, p. 43-66.

l'été 1975⁴⁷. L'ensemble de ces membres fondateurs mirent au service du CISO les expériences qu'ils et elles avaient vécues en Amérique latine des inégalités inhérentes aux structures du capitalisme global.

L'importance accordée aux séjours et aux voyages à l'étranger comme forme d'initiation politique et syndicale ne cessa pas avec la formation officielle du centre de solidarité intersyndicale. Au contraire, en plus de convoquer une mémoire de prise de conscience sociale et politique pour les membres fondateurs, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes représenta, entre 1975 et 1984, un site d'expériences vécues et intimes qui continuaient d'engendrer chez les travailleurs et travailleuses du Québec des prises de conscience de l'étendue de la violence inhérente au capitalisme global et de l'importance de l'internationalisme ouvrier pour y faire face.

Entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, c'est par exemple lors de stages d'étude à Cuba qu'organisait annuellement le CISO, en collaboration avec la Centrale des travailleurs de Cuba, que plusieurs syndicalistes québécois et québécoises découvrirent la dimension internationale du syndicalisme. C'est aussi lors de ces séjours cubains qu'ils et elles vécurent une première expérience directe du socialisme⁴⁸. Le modèle socialiste cubain offrait aux syndicalistes québécois et québécoises « des nouvelles voies autant au point de vue économique qu'au point de vue humain⁴⁹ ». Il proposait, autrement dit, de nouveaux imaginaires politiques dont pouvaient s'inspirer les travailleurs et travailleuses dans la poursuite des luttes sociales au Québec.

La participation active du peuple cubain à l'élaboration d'une société socialiste fut sans doute l'élément qui retint avec le plus d'enthousiasme et de constance l'attention des stagiaires qui prirent part aux séjours d'étude du CISO à Cuba entre 1978 et 1985. En effet, les rapports soulignent de façon récurrente à quel point les stagiaires étaient impressionnés et impressionnées par la fierté du peuple cubain, par l'assiduité de la mobilisation active de chaque citoyen et citoyenne, partant de l'efficacité de la formation syndicale et politique par la voie de l'action directe. Ces prises de conscience n'en demeuraient pas moins lucides : les conclusions des rapports de stages du CISO laissent transparaître des critiques du processus révolutionnaire cubain. La plupart de ces stagiaires revinrent d'ailleurs convaincus et convaincues que, malgré ses bons coups, le modèle socialiste cubain ne pouvait ni ne devait être émulé au Québec⁵⁰.

47 Lamarre, « Repenser la foi, faire la révolution québécoise »; Maurice Demers, « Maurice Lefebvre et Raoul Léger : les dangers de la prise de parole en Amérique latine durant la guerre froide », dans Maurice Demers et Patrick Dramé (dir.), *Le Tiers-Monde postcolonial : Espoirs et désenchantements*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, p. 175-197.

48 « Stage à Cuba : Premier groupe de syndicalistes québécois. Organisé par le centre international de solidarité ouvrière (CISO) », mars 1978, 47 p.; « Rapport du Stage CISO à Cuba (Version de travail) », 19 février 1979, 104 p.; Jean-Claude Tardif, « Stage d'étude à Cuba du 10 au 14 avril 1981. Notes personnelles suite aux rencontres de groupe », 1^{er} juin 1981, 59 p.; « Cuba 1982 : Rapport d'un stage d'étude à Cuba organisé par CISO du 2 au 16 avril 1982 », 1982, 126 p.; « La signification politique et syndicale de notre stage à Cuba », printemps 1983, 26 p.; « Cuba 1985 : Stage CISO », 1986, 9 p. Les rapports de stages proviennent de la collection documentaire du CISO présente dans les bureaux actuels du centre.

49 « Bilan du stage à Cuba (avril 1981) », p. 3.

50 « Bilan du stage à Cuba (avril 1981) », p. 1-3; « Cuba 1985 : Stage CISO », 1986, p. 2-6.

Ce contact direct avec des imaginaires sociaux et politiques nouveaux eut néanmoins différentes conséquences d'importance chez bon nombre d'acteurs et d'actrices du syndicalisme québécois. D'une part, il contribua à raviver la militance de plusieurs syndicalistes au Québec, à l'instar des conclusions que rapportaient plusieurs stagiaires de retour au bercail. Voici par exemple quelques réponses que donnèrent des syndicalistes québécois et québécoises à la question des retombées d'un stage réalisé à Cuba en 1981 dans leurs milieux de travail respectifs : « stimule mon action dans mon milieu de travail », écrivait une ou un des participants ; « goût de m'impliquer davantage », rapportait un ou une autre ; « ressourcement : donne une foule d'idées », qualifiait un troisième⁵¹. Des témoignages similaires parsèment les pages des rapports de stages préparés par les membres du CISO entre 1979 et 1985⁵². D'autre part, l'expérience vécue du socialisme cubain permit à plusieurs stagiaires de contrecarrer « les préjugés entretenus par une propagande antisocialiste et anti-cubaine » qui circulait dans les médias canadiens⁵³. Les 22 syndicalistes québécois qui prirent part au stage du CISO au printemps 1983 rapportèrent avoir vécu « un choc culturel et politique » à leur arrivée à Cuba : « De jour en jour, nous avons constaté notre méconnaissance de l'organisation sociale, politique et économique qui a été construite depuis la Révolution. Nos visites nous ont permis de constater l'ampleur des réalisations effectuées pour et par le peuple⁵⁴. » La prise de conscience que d'autres voies étaient possibles s'éveilla au contact des scènes étrangères du Sud.

Pour d'autres militantes et militants syndicaux, l'Amérique latine servit moins d'éveil politique que d'espace de réflexion propice à l'étude et à la poursuite, voire à l'approfondissement, de leur militance syndicale au Québec. Ce fut le cas par exemple de quatre syndicalistes d'expérience au Québec — Jacqueline Hamel, Clément Guimond, Pierre Lafleur et Yolande Champoux — qui effectuèrent un séjour d'un an dans cette région au milieu des années 1970. Le Mexique, le Guatemala, la Colombie, l'Équateur et la Bolivie figurent parmi les pays qu'ils et elles visitèrent et au sein desquels ils et elles prirent contact avec des organisations populaires et syndicales au nom du CISO. Tous les membres du groupe étaient impliqués au sein d'instances syndicales locales et nationales bien avant leur départ pour l'Amérique latine. Hamel et Champoux étaient membres de syndicats affiliés à la Fédération des affaires sociales ; Guimond travaillait au Conseil central de Québec ; Lafleur participait activement à un syndicat de la Fédération des travailleurs du Québec. Les sources ne révèlent pas si ces acteurs et actrices se connaissaient avant leur séjour d'un an au sud du Río Grande. Chose certaine, cependant, ils et elles partageaient tous et toutes une même soif de ressourcement.

Quelque temps après le retour au bercail du quatuor, Jacqueline Hamel rapportait dans les pages de *Solidarité* les raisons pour lesquelles elle et ses pairs avaient entrepris leur voyage à l'étranger : « Après quelques années de travail et d'action

51 « Bilan du stage à Cuba (avril 1981) », p. 2-3.

52 Voir la note de bas de page 50.

53 Groupe de stagiaires CISO, « La signification politique et syndicale de notre stage à Cuba », printemps 1983, p. 22.

54 Groupe de stagiaires CISO, « La signification politique », p. 21.

syndicale, nous sentions le besoin de nous ressourcer, de marquer un temps d'arrêt et de réflexion mais à travers des contacts concrets⁵⁵. » Ces syndicalistes portaient en eux des questionnements sur les plans politique et syndical qui demeuraient sans réponse. Ils et elles réfléchissaient aux inégalités sociales croissantes et à l'état de la gauche au Québec sans trouver dans leur militance locale, ou dans les ouvrages qu'ils et elles étudiaient, des pistes de réflexion satisfaisantes. Face à un tel cul-de-sac, elles et ils s'envolèrent vers le sud à la recherche de nouveaux modèles d'action pour poursuivre la lutte ouvrière au Québec⁵⁶.

Pourquoi choisir spécifiquement l'Amérique latine pour parfaire leur éducation syndicale? Le titre de l'entrevue publiée à leur retour dans les pages de *Solidarité*, « En Amérique latine, la réalité de la lutte des masses est quotidienne, palpable », souffle une partie de la réponse⁵⁷. Il s'agissait pour ces militants et militantes de se trouver dans le feu de l'action. Ils et elles avaient voulu voyager en Amérique latine dans l'objectif de se dépayser, d'abord, mais surtout d'apprendre des luttes anticapitalistes qui se déroulaient dans les pays du sud de l'hémisphère, luttes dont ils et elles ne maîtrisaient pas encore la nature, encore moins la portée, mais qu'ils et elles pressentaient justes et empreintes de solutions originales. « Il m'apparaissait plus stimulant d'aller approfondir la réalité de l'impérialisme et du capitalisme en Amérique latine qu'en Europe par exemple », commente Clément Guimond à propos des raisons qui l'avaient motivé à voyager dans la région⁵⁸.

En vérité, le Québec n'était jamais loin des réflexions de ces voyageurs. Chacun des militants et militantes soulignait à sa façon l'étroite relation qui liait, d'une part, leur désir d'apprendre des conflits de classe et des mouvements populaires latino-américains et, d'autre part, leur engagement envers le devenir de la gauche et du mouvement populaire syndical au Québec. Pierre Lafleur mettait en évidence l'attrait de l'action militante au Sud comme tremplin pour réfléchir à la condition des travailleurs québécois et travailleuses québécoises : « [...] nous sentions là des luttes vives, fortes, aiguës. On sentait par nos lectures que ça brassait par-là, mais on ne savait rien de sérieux sur la gauche, sur les luttes, les forces politiques en présence. C'était aussi une façon de mieux relativiser ce qu'on est et ce qu'on fait au Québec, de mieux saisir la réalité de la social-démocratie, de la démocratie chrétienne. » Pour Yolande Champoux, la nature des luttes de classes semblait plus facile à cerner au sud du Río Grande. À l'instar des propos de Lafleur, les enseignements que cette militante syndicale retenait de son séjour à l'étranger alimentaient ses réflexions en cours sur la situation québécoise : « Les contradictions de classe nous semblaient plus vives, plus claires là-bas. Et nous avons beaucoup été frappés dans notre voyage de voir comment l'histoire des luttes ouvrières en Amérique latine est vive, présente dans la mémoire des travailleurs et du peuple. Ils s'y réfèrent constamment. Je suis revenue ici avec le goût de retourner à l'histoire des luttes ouvrières au Québec⁵⁹. »

55 « En Amérique latine, la réalité de la lutte des masses est quotidienne, palpable », *Solidarité*, vol. 3, n° 1, 1978, p. 3.

56 « En Amérique latine, la réalité de la lutte des masses est quotidienne », p. 3-4.

57 « En Amérique latine, la réalité de la lutte des masses est quotidienne », p. 3.

58 « En Amérique latine, la réalité de la lutte des masses est quotidienne », p. 3.

59 « En Amérique latine, la réalité de la lutte des masses est quotidienne », p. 3.

Ces témoignages révèlent l'importance de l'expérience vécue dans le Sud global comme moteur d'actions militantes syndicales dans le Nord. Les stages intersyndicaux que le CISO organisait au sud du Río Grande, tout comme les conférences intersyndicales auxquelles les membres du Centre participaient dans cette région, procuraient à plusieurs syndicalistes québécois des occasions de voyages sur le terrain et d'apprentissages directs de leurs pairs. Les traces que ces acteurs et actrices ont laissées de leurs séjours dans cette région laissent entrevoir la puissance de leurs connexions à des imaginaires politiques et sociaux différents des leurs. Les réseaux de solidarité intersyndicale que le CISO développait avec ses alliés latino-américains et caribéens procurèrent à de nombreux travailleurs et travailleuses du Québec la chance d'expérimenter, au-delà des livres, deux enseignements d'importance. D'abord, le constat que les luttes ouvrières conservaient leur pertinence et leur combativité dans un contexte de crise capitaliste qui exacerbait les attaques contre les droits sociaux et syndicaux. Ensuite, surtout dans le cas des séjours à Cuba, la démonstration qu'un autre système envisagé, imaginé ou rêvé pouvait voir le jour dans une société donnée.

Amérique latine : un espace de savoir politique

Un troisième apport de l'espace latino-américain au syndicalisme québécois par l'entremise du CISO se situe au niveau de l'analyse des mécanismes globaux de la domination capitaliste. Un des objectifs phares du CISO, rappelons-le, était de faire comprendre aux travailleurs et travailleuses que leur lutte faisait partie d'un combat plus grand que celui qu'ils et elles étaient en mesure d'entrevoir par des études et des combats exclusivement québécois. Impossible de comprendre, et encore moins de combattre, insistaient les publications du CISO, le système capitaliste mondial et les transformations qu'il subissait depuis la crise de 1973 sans adopter une perspective internationaliste. À preuve, le nationalisme progressiste de la décennie précédente n'avait pas rempli ses promesses de libération des travailleurs et des travailleuses au Québec. Pire, le gouvernement péquiste, pourtant reconnu pour son penchant favorable envers les travailleurs et travailleuses du Québec, avait exacerbé la situation de crise pour le mouvement syndical québécois à la suite de son élection aux rênes de l'État (1976-1985)⁶⁰. Pour corriger le tir et contribuer à mieux organiser au Québec la lutte anticapitaliste à mener, le CISO entendait produire et diffuser au sein du monde syndical québécois des analyses politiques qui soulignassent l'interdépendance des classes ouvrières du Nord et du Sud. Des cas d'études et des courants de pensée en provenance de l'Amérique latine alimentèrent une partie de ses réflexions sur le sujet.

Que la théorie de la dépendance (TD) ait pris son envol en Amérique latine entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, précédant ainsi de peu les origines du CISO, n'est pas étranger à l'impact que son corpus d'analyses anti-impérialistes a eu sur les études de ce centre de solidarité intersyndicale. Cette critique sociologique du système économique et financier international

⁶⁰ Le Parti Québécois fait en effet un usage répété de mesures répressives et antisyndicales à compter de 1980, préparant dès lors le terrain au Québec à l'arrivée du capitalisme débridé et d'une gestion néolibérale de l'État québécois. Petitclerc et Robert, *Grève et paix*.

associait les causes du « sous-développement » des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour reprendre le langage de l'époque, au développement du Nord, dont les conditions matérielles d'existence dépendaient précisément, selon cette critique, de l'exploitation des ressources et des populations du sud de l'hémisphère. Ainsi, les préceptes de ce cadre d'analyse, qui permettait de réfléchir aux rapports inégalitaires dans les Amériques, et ce, à partir d'une perspective globale, arrivaient à point nommé pour des leaders syndicaux qui entendaient insérer leurs analyses de l'exploitation de la classe ouvrière québécoise dans un contexte international⁶¹.

Plusieurs analyses du CISO reprirent la perspective de longue durée que privilégiaient dans leurs écrits les penseurs de la TD. Ces analyses expliquaient aux syndicalistes québécois les blocages économiques des pays de l'Amérique latine à la lumière de l'héritage colonial et des structures du capitalisme mondial qui les maintenaient dans des situations de dépendance économique vis-à-vis des puissances du Nord⁶². Inversement, la TD aida les dirigeants et collaborateurs du CISO à raffiner leurs analyses de la dépendance de l'économie québécoise envers les initiatives et les investissements étrangers⁶³. Des documents de travail préparés en vue de la conférence fondatrice du CISO insistaient, par exemple, sur la faiblesse de la structure industrielle québécoise pour expliquer l'intérêt des entreprises états-uniennes à s'établir dans le territoire de la province⁶⁴. Ces entreprises étaient ainsi libres d'exploiter les ressources naturelles du territoire tout en profitant d'une main-d'œuvre ouvrière abondante et à bon marché. Cette logique de développement économique laissée entre les mains de multinationales étrangères s'apparentait, selon le CISO, à celle qui prévalait en Amérique latine. En effet, la dépendance de l'économie québécoise envers les initiatives et les investissements étrangers semblait entraîner dans le Québec des années 1970 « un sous-développement qui ne pourrait que s'accroître dans l'avenir⁶⁵ ». Surtout, dénonçaient ces études, et à l'instar de ce qui se passait dans les pays latino-américains, la faible diversification de l'économie québécoise générerait la constitution de pôles économiques périphériques, mis au service de l'enrichissement de centres économiques et financiers situés à New York, Détroit ou Londres⁶⁶.

61 Parmi les textes phares de la théorie de la dépendance en circulation à l'époque, retenons : Celso Furtado, *Le mythe du développement économique*, trad. de l'espagnol, Paris, Éditions Anthropos, 1976; Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, trad. de l'espagnol, Paris, Plon, 1981; Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, *Dependencia y desarrollo en América latina* [Dépendance et développement en Amérique latine], México, Siglo XXI, 1969; Andre Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement de l'Amérique latine*, Paris, François Maspero, 1979.

62 LAWG Collection at CERLAC, CISO conference paper, Chemise CISO — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, CISO, « Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales », juin 1975, p. 6.

63 Pour des analyses de l'économie canadienne inspirées de la théorie de la dépendance, voir Kari Levitt, *Silent Surrender: The Multinational Corporation in Canada*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002.

64 LAWG Collection at CERLAC, CISO conference papers, Chemise CISO — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, Lionel Robert, « La région de Québec : Sous-développement, inégalités, et exploitation », Document de travail de la CISO, 10 juin 1975; Conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO), « Une lutte à finir : Les travailleurs québécois contre les multinationales et leurs alliés », Montréal, juin 1975.

65 Robert, « La région de Québec : Sous-développement », p. 9.

66 CISO, « Une lutte à finir : Les travailleurs québécois contre les multinationales ».

L'établissement de tels parallèles entre les développements économiques du Québec et des pays de l'Amérique latine permettait de faire valoir les liens de solidarité qui devaient unir les classes laborieuses de ces territoires. Il s'agissait de faire comprendre au mouvement syndical québécois qu'il partageait une lutte commune avec ses pairs du Sud global : « Nos luttes sont dures. Mais souvent nos perspectives sont courtes », remarque le CISO à propos des luttes syndicales québécoises dans un article de 1978⁶⁷. Les classes ouvrières du Québec savaient-elles vraiment à qui elles avaient affaire ? « Derrière les fermetures d'usines, le chômage, ce n'est pas à un patron isolé que nous avons affaire, mais à la classe des capitalistes tout entière : aux capitalistes canadiens d'abord qui visent à travers ces mesures à améliorer leur positions concurrentielle [*sic*] dans le monde, mais aussi aux capitalistes de tous les pays qui procèdent actuellement à une vaste réorganisation de la division du travail au sein du monde capitaliste⁶⁸. »

L'Amérique latine procurait des cas de figure concrets qui permettaient d'illustrer l'interdépendance des classes ouvrières. Les travailleurs et travailleuses du Québec partageaient avec leurs pairs de l'Amérique latine une lutte commune en raison, précisément, des ennemis qu'ils partageaient⁶⁹. Cette idée était déjà chère aux militantes et militants syndicaux québécois et étrangers qui avaient participé à la conférence de juin 1975. En effet, un des objectifs centraux de cette conférence avait été de « comparer leurs expériences et leurs luttes [...] contre l'ennemi commun : le capitalisme et les multinationales⁷⁰ ». Ces derniers ne produisent pas pour subvenir aux besoins des populations locales sur les marchés nationaux, dénonçaient les analyses du CISO, mais plutôt pour servir un marché international guidé par des prix de denrées et de matériaux cotés en bourse.

De plus, dans un contexte de difficultés économiques, le contrôle de ces marchés par une minorité de monopoles donnait à ces derniers toute la latitude nécessaire pour « restreindre la production » de façon à faire monter les prix, expliquait le CISO aux lectrices et lecteurs de *Solidarité*. La poussée inflationniste qui grugeait le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses du Québec depuis 1973-1974, cependant qu'augmentait le chômage, était expliquée par les actions de trusts supranationaux qui voulaient protéger leurs profits sur le dos des classes laborieuses au Nord comme au Sud⁷¹.

Dans ces dynamiques globales du capitalisme, le CISO s'intéressait particulièrement au fonctionnement de l'impérialisme canadien et de ses impacts simultanés pour la classe ouvrière québécoise et pour les peuples latino-américains. Des analyses, préparées par le Secrétariat Québec-Amérique latine et diffusées par la suite dans les cercles et les publications du CISO, détaillaient les activités que des

67 « 1^{er} mai 1978 », *Solidarité*, vol. 2, n° 5, 1978, p. 1.

68 « 1^{er} mai 1978 », *Solidarité*, p. 1.

69 CISO, *Compte-rendu* ; « L'offensive des patrons contre les travailleurs : Une même réponse à la crise du capitalisme », *Solidarité*, vol. 1, n° 1, 1976, p. 3, 7 ; « Le Canada profite-t-il des coups d'État ? », *Solidarité*, vol. 1, n° 4, 1977, p. 16 ; « Luttes ouvrières et réorganisation du capitalisme », *Solidarité*, vol. 2, n° 5, 1978, p. 1.

70 CISO, *Compte-rendu*, p. 3.

71 « L'offensive des patrons contre les travailleurs : Une même réponse à la crise du capitalisme », *Solidarité*, vol. 1, n° 1, 1976, p. 3.

multinationales canadiennes (Alcan, Falconbridge, Brascan) menaient simultanément au Québec et en Amérique latine⁷². L'idée d'une lutte Québec-Amérique latine à mener solidairement contre des ennemis communs ponctue également ces études : « Les travailleurs latino-américains sont employés et exploités par de grandes compagnies multinationales que nous, travailleurs québécois, connaissons bien aussi⁷³. » Par le dévoilement des rapports d'exploitation que partageaient les classes ouvrières du Québec et de l'Amérique latine, les collaborateurs du CISO entendaient favoriser « la prise de conscience du caractère international de l'exploitation » et, partant, de la nature internationale des luttes des mouvements syndicaux et populaires⁷⁴.

Révéler les impacts qu'engendrait la délocalisation des activités de multinationales canadiennes vers l'Amérique latine procurait des preuves additionnelles de cette connexion⁷⁵. Une série d'analyses, publiées entre 1976 et 1980 dans le journal *Solidarité*, rapporte les conséquences que l'entente signée entre la Noranda Mines Limitée et le gouvernement chilien, dans la foulée du coup d'État militaire de septembre 1973, engendrait respectivement pour les classes ouvrières du Québec et du Chili. Bien que cette entente visât l'exploitation d'un gisement de cuivre à Andacollo, une ville minière de la région de Coquimbo, *Solidarité* décrivait les répercussions qui se faisaient sentir jusqu'en Abitibi-Témiscamingue, une région minière de l'Ouest du Québec. Au Chili, cette entente permettait « aux militaires de continuer leur politique qui maint[enait] le peuple chilien dans la misère », incluant par exemple le gel des salaires des travailleurs ou la répression du mouvement syndical. Pendant ce temps, au Québec, rapportait *Solidarité*, la minière Noranda fermait des sites miniers ou en réduisait l'exploitation, provoquant une croissance du chômage parmi les travailleurs des mines⁷⁶. Des analyses similaires décrivaient le vase communicant qui unissait les investissements canadiens en Amérique centrale à la violente répression syndicale qui y avait cours et aux pertes d'emplois qui en résultaient dans le secteur minier au Québec. Ces études du CISO faisaient valoir les liens directs qui unissaient les classes ouvrières du Québec à celles qui se faisaient exploiter au sud du Río Grande⁷⁷.

Cela dit, le caractère solidaire de ces luttes ouvrières Nord-Sud n'excluait pas la différence. Si les multinationales exploitaient « les travailleurs partout, aux États-Unis, au Canada et ailleurs », la réalité était bien pire en Amérique latine,

72 LAWG Collection at CERLAC, CISO conference papers, Chemise CISO, — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, Secrétariat Québec-Amérique latine (SQAL), « Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales », CISO Montréal, juin 1975; SQAL, « Le capitalisme à l'heure des multinationales », CISO, Montréal, juin 1975.

73 LAWG Collection at CERLAC, CISO conference paper, Chemise CISO — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, CISO, « Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales », juin 1975, p. 6.

74 LAWG Collection at CERLAC, Chemise CISO — Various, boîte Latin America (Region), Solidarity — Quebec, CISO — SUCO — SQAL, Sol-2, SQAL, « Bilan d'une pratique du Secrétariat Québec-Amérique latine : La conférence internationale de solidarité ouvrière », Montréal, octobre 1975, p. 36.

75 CISO, « Une lutte à finir : Les travailleurs québécois contre les multinationales et leurs alliés », p. 7.

76 « Campagne contre les investissements de la Noranda au Chili », *Solidarité*, vol. 1, n° 1, 1976, p. 7.

77 « L'État organise et soutient les patrons dans la relance de l'économie », *Solidarité*, vol. 3, n° 4, 1979, p. 5; « Nicaragua et Guatemala : L'Amérique centrale à l'heure du peuple », *Solidarité*, vol. 3, n° 4, 1979, p. 9; « Colloque mondial sur les droits humains », *Solidarité*, vol. 5, n° 6, 1980, p. 2.

soulignaient les fondateurs et fondatrices du CISO, puisque les multinationales y « sur-exploit[ai]ent les travailleurs⁷⁸ ». Il était en effet primordial pour le CISO de reconnaître que l'expérience de l'oppression du capitalisme impérialiste était vécue différemment selon sa positionnalité dans les Amériques. Ses leaders estimaient que « la situation économique au Canada et au Québec n'[était] pas aussi dramatique » que chez leurs voisins du Sud. Les classes possédantes ne se sentaient pas assez menacées « dans [leur] pouvoir pour établir au pays en permanence » des régimes de terreur comme ceux que l'on trouvait à l'époque dans les pays du Cône Sud⁷⁹.

L'imaginaire du CISO était ancré dans l'idéal utopique de l'internationalisme syndical, assumant pleinement la réalité nord-américaine de ses membres. En cela leurs analyses différaient des forces progressistes québécoises qui, une décennie plus tôt, avaient cherché à calquer leur combat de libération nationale sur celui des peuples du Sud global. Au contraire, les militants du CISO étaient conscients que l'organisation de la lutte intersyndicale internationale se ferait à coup de deux poids deux mesures⁸⁰.

Cette prise de conscience précédait d'ailleurs la fondation officielle de ce regroupement syndical, comme en témoignent les comptes-rendus des représentants de la CSN présents à l'évènement fondateur de la CISO à l'été 1975 à Montréal. Un rapport publié dans *Le Travail de tous les jours*, le bulletin des militants et militantes de la CSN, souligne à ce titre le privilège des voyageurs québécois, pour qui il était aisé de séjourner dans les pays du Sud, en contraste avec la difficulté de voyager au Canada rencontrée par les déléguées et délégués syndicaux en provenance du monde arabe, de l'Afrique australe, de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les membres de la Convention nationale des travailleurs d'Uruguay n'avaient pas été en mesure d'assister à l'évènement parce que les autorités canadiennes avaient refusé de leur octroyer un visa de voyage temporaire⁸¹. D'autres rencontrèrent des problèmes lors de leur entrée au pays : « Les délégués arabes sont restés immobilisés au douane [*sic*] pendant plus de trois heures. On leur a demandé leur métier, le nom de leur père... Les haïtiens [*sic*] se sont faits [*sic*] demander qui avait payé leur billet. Bref, des questions qu'on ne pose pas à un Québécois qui va à l'étranger⁸². » Bien qu'ils partageassent une lutte commune avec leur voisin du Sud, les militantes et militants syndicaux québécois qui s'intéressaient à la solidarité internationale et qui s'impliquèrent dans le CISO réalisaient qu'ils et elles occupaient une position privilégiée dans le système capitaliste mondial.

Ainsi, jamais le CISO n'a-t-il tenté d'insérer le Québec dans une trame latino-américaine d'oppression et de résistance. Il cherchait plutôt à rendre compte du caractère unifié de leur lutte en mettant en évidence la situation d'interdépendance qui unissait les travailleuses et travailleurs du Québec à celles et ceux de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Pour ce faire, une lecture adéquate du

78 SQAL, « Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales », p. 10.

79 « L'offensive des patrons contre les travailleurs : Une même réponse à la crise du capitalisme », *Solidarité*, vol. 1, n° 1, 1976, p. 3.

80 CISO, *Compte-rendu*, p. 3; CISO, « Une lutte à finir : Les travailleurs québécois contre les multinationales et leurs alliés », p. 18.

81 Confédération des syndicats nationaux (CSN), « La CISO », *Le travail de tous les jours*, n° 3, 1975, p. 7.

82 Confédération des syndicats nationaux (CSN), « La CISO », p. 7.

fonctionnement du capitalisme global était un prérequis pour organiser les classes laborieuses québécoises de façon à démanteler l'offensive que menaient de façon solidaire les patrons contre les travailleurs et travailleuses des Amériques. La tradition de pensée anti-impérialiste en Amérique latine, et plus spécifiquement les préceptes de la théorie de la dépendance, alimenta plusieurs des efforts du CISO pour élargir son cadre d'analyse du fonctionnement du capitalisme global. Les cas de figure latino-américains démontraient plus largement au mouvement syndical québécois que la lutte contre le capitalisme et les classes possédantes, pour donner des résultats, devait être menée à l'échelle internationale.

Conclusion

Pendant sa première décennie d'existence entre 1976 et 1984, le Centre international de solidarité ouvrière s'imposa comme un joueur important de la dimension syndicale de la radicalisation des discours et des luttes anticapitalistes au Québec. Le Centre, fondé peu de temps après la conférence du même nom de juin 1975, agissait comme relais entre les centrales syndicales (CSN et CEQ) et les syndicats étrangers qui se réclamaient d'un syndicalisme de combat anticapitaliste et anti-impérialiste. Le CISO entendait également rassembler les travailleurs et travailleuses du Québec autour d'une prise de conscience de l'importance de l'internationalisme dans la pratique syndicale. Formations et activités étaient ainsi offertes aux syndicats québécois pour permettre aux membres qui le souhaitaient d'étudier plus avant le fonctionnement et les ramifications du capitalisme global. Aussi était-il important pour le CISO de se donner les moyens de mieux comprendre le fonctionnement de l'impérialisme financier au Québec et dans les pays du Sud global, de même que ses impacts sur les classes ouvrières du Nord et du Sud. L'espace latino-américain et caribéen reçut une attention particulière, bien que non exclusive, dans les analyses et dans les réseaux de solidarité intersyndicale du CISO.

Cette étude a voulu sonder plus spécifiquement les modalités et les raisons d'un tel rapprochement Québec-Amérique latine par les activités du CISO. Les conclusions de l'enquête avancent que les rapports étroits que ce centre de solidarité intersyndicale a entretenus avec des mouvements syndicaux latino-américains et caribéens, d'une part, et avec la production de savoirs politiques issus de ces régions, d'autre part, ont été un moteur de l'internationalisation du langage de l'anti-impérialisme dans le Québec des années 1970 et du début des années 1980. Les réseaux de solidarité intersyndicale entre le Québec et la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, comme démontré dans cette étude, ont contribué à alimenter la radicalisation du mouvement syndical québécois au cours de la période étudiée, ce de diverses façons. Nous en avons retenu trois dans la démonstration.

D'abord, l'espace latino-américain contribua à la formation politique et idéologique de l'internationalisme syndical au Québec grâce à des modèles à émuler. Les publications du CISO présentaient en effet la résistance populaire qui s'organisait dans cet espace comme des modèles à suivre au Québec. Différents pays de l'Amérique latine, et peut-être surtout les stages organisés à Cuba, représentèrent d'autre part un lieu de ressourcement et de formation politique pour les militants et militantes du mouvement syndical québécois qui y séjournèrent. Enfin, le

savoir politique d'une partie de la gauche latino-américaine aida le CISO à insérer ses analyses de l'exploitation de la classe ouvrière québécoise dans un contexte international. La délocalisation des activités de multinationales canadiennes vers l'Amérique latine procurait de surcroît de nombreux cas d'études pour faire valoir ce point auprès des travailleurs et des travailleuses du Québec.

Au tournant des années 1980, le discours ouvertement anticapitaliste et anti-impérialiste du CISO laissa progressivement la place à celui de la défense des droits de la personne comme instrument de lutte privilégié contre l'oppression des mouvements syndicaux et populaires au sein des Amériques. Les ennemis à combattre changèrent de forme également dans les publications du CISO au cours de la décennie. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale furent substitués aux monopoles et à l'impérialisme nord-américain pour expliquer l'assujettissement des pays du sud de l'hémisphère. Le Centre s'intéressait également de plus en plus aux conséquences indirectes que les plans d'ajustements structurels imposés aux peuples du Sud avaient sur la classe ouvrière du Nord⁸³. Des recherches supplémentaires seront nécessaires pour étudier ce phénomène plus en profondeur. Une chose est sûre, néanmoins. Les réseaux de solidarité que le CISO développa avec les mouvements syndicaux et populaires de l'Amérique latine perdurèrent. En fait, ce centre de solidarité intersyndicale poursuivit ses activités de façon ininterrompue jusqu'à ce jour. Son influence au sein des syndicats et des milieux progressistes du Québec reste à être pleinement appréciée.

83 « Colloque mondial sur les droits humains », *Solidarité*, vol. 5, n° 6, 1980, p. 2.